

3337

Contre les 18 mois,
contre la hausse :
3^{ème} FRONT
PROLÉTARIEN

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 240
VENDREDI 22 SEPTEMBRE 1950
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

L'« Armée de la Paix » prépare la guerre

A PRES le discours de Plevin nous apprenant que la durée du service militaire en France était portée à dix-huit mois, après la nouvelle que des mesures analogues étaient prises en Angleterre et en Belgique, il est devenu visible que parmi les trois positions que l'on pouvait adopter en pareille situation, seules les deux premières ont semblé être partagées par la grande masse des « citoyens ».

La première attitude, celle des tenants du camp occidental, des « socialistes intégrés » et des marchands de canons, n'a provoqué aucune surprise. Nous nous attendions, en effet, à voir ceux qui n'avaient cessé de préconiser, préparer et réaliser cette militarisation à outrance applaudir énergiquement (!) le geste des gouvernements marshallisés.

La seconde attitude, celle du P.C., de l'U.J.R.F. et des dirigeants de la C.G.T., n'a, elle non plus, étonné personne. Il était clair, en effet, que les partisans de Moscou ne pourraient adopter qu'une position de compromis. Comme il est devenu impossible aux stalinistes, après leur éloge effréné du militarisme russe, de ce qu'ils nomment « l'armée de la paix », de préconiser maintenant un antimilitarisme intégral, même destiné aux « moutons » prêts à admettre tous les revirements, ces messieurs se sont contentés de hurler « A bas les dix-huit mois, mais retour au service d'un an ». Il faut bien se défendre, n'est-ce pas ?

Quant à la troisième attitude, celle que n'ont cessé de préconiser les anarchistes, pour ne pas être nouvelle, elle a cependant semblé provoquer un certain écho. Notre position de « 3^e front » révolutionnaire, face aux impostures du capitalisme et du stalinisme, s'opposant à tout impérialisme, qu'il soit d'Est ou d'Ouest, a rencontré un certain nombre d'adhésions. Nos amis ont compris qu'aucun compromis avec les idéologies stériles n'était susceptible d'être efficace. Ils ont senti que pour mener à bien la révolution sociale, il était indispensable de rompre avec tout ce qui risquerait de renforcer même momentanément le camp de la réaction sociale : étant contre le militarisme, nous ne cesserons de combattre l'armée, le service militaire quel que soit sa durée, et la guerre, quels que soient les prétextes que l'on voudra nous trouver pour nous emmener au massacre.

Face aux dix-huit mois, nous lutterons donc, pour un « 3^e front » social, de plus en plus solide, de plus en plus combatif. Tergiverser serait faillir.



COMME EN 1939, L'HYPOCRISIE TRIOMPHE

Le « coup » des Etrangers

Ceux qui nous lisent et qui nous approuvent avaient jusqu'ici pensé que la caractéristique de notre IV^e République était l'impuissance. Un quartier de politiciens, liés ensemble dans la crainte d'être délogés de leur sinécure par leurs concurrents totalitaires gaullistes ou stalinistes, composaient une éternelle « majorité parlementaire », et nous avions bien cru des défenseurs de la « Démocratie » incapables de faire triompher un quelconque programme. Car les programmes électoraux, à l'usage exclusif des gogos de votants, s'escamotaient étrangement dans les couloirs des assemblées. Dirigisme et libéralisme, laïcisme et écoles libres, réformes et contre-réformes électorales, scandales et assainissement de l'Administration, tout ceci n'aurait servi qu'à solliciter et obtenir les suffrages du brave citoyen. On en reparlait certes de temps à autre pour entretenir sa Foi républicaine. Mais les accords entre partis, les compromis, les chantages, les pots-de-vin, l'impossibilité de faire quoi que ce soit dans un sens quelconque sans « rompre la majorité », tout ce flot montant de l'inefficacité, de la voracité et de la pourriture nous avaient entretenus dans l'idée que l'« immobilisme » cher aux Queuille et Co traduisait l'impuissance de la démocratie bourgeoise.

Erreur ! Le moment est venu de faire notre auto-critique et de confesser bien humblement que nous avons erré et persévéré dans l'erreur. C'est « Le Populaire » qui nous en a convaincu. Vous savez bien, le journal de ce Parti socialiste qui affichait à la « Libération » : « Le socialisme maître de l'heure » ; de ce Parti socialiste dont les dernières assises ont recommandé à ses parlementaires de ne pas participer au gouvernement sauf en cas de crise grave de régime, et dont les parlementaires ont aussitôt — coïncidence ! — provoqué une crise grave de régime — et sont au gouvernement. Eh bien, ce valeureux Parti socialiste vient enfin de découvrir qu'« une démocratie peut et doit être virile », que « Les lois républicaines doivent être appliquées sans faiblesse », et qu'au surplus, comme le rappelait à Strasbourg le président du Conseil : « La République doit se défendre avec des moyens démocratiques ».

Nous voici donc enfin sortis de l'impuissance ; jamais le parti de M. Jules Moch, le général C.R.S. bien connu, n'a été aussi ferme sur les principes essentiels et doctrinaux. La France est sauvée, le Socialisme est en marche, on a arrêté quelques centaines d'étrangers communistes (ou dits tels), on en fait cadeau d'une partie à Staline et les autres front cassé des cailloux sur le Transsaharien. Enfin nous y voyons clair ! Et quels moyens démocratiques ! Si l'on ajoute par surcroît que la « loi républicaine » qui permet de reconduire les « indésirables » à la frontière a été promulguée par Louis-Philippe,

L'OPINION publique a été appelée, ces temps derniers, à s'émouvoir sur deux manœuvres du gouvernement Plevin, qui ne sont pas sans rappeler celle de ses précurseurs à la veille de la deuxième guerre mondiale. Il s'agit, d'une part, de l'arrestation des communistes espagnols ; d'autre part, de celle des Algériens qui manifestaient à propos des brimades dont « L'ALGERIE LIBRE » est l'objet. Alors que ce dernier fait se passe de commentaires et qu'une protestation générale, à laquelle nous ne pouvons que nous associer, s'est aussitôt élevée, nous pensons que le « coup des Espagnols » mérite d'être situé dans le cadre des activités gouvernementales.

nous ne pouvons que nous réjouir d'une telle victoire socialiste.

Brisons-là, messieurs les politiciens bourgeois, socialistes, émergistes, radicaux et autres budgétivores. Brisons-là, vertueux défenseurs des « libertés » stalinienne qui vous dressez dans l'« Humanité » avec une feinte indignation contre le « crime » gouvernemental, alors que des millions et des millions d'hommes et de femmes crèvent à petit feu dans les camps de concentration soviétiques. L'hypocrisie en face de l'hypocrisie. Les ennemis gouvernementaux hurlent : « Nous sommes virils » parce qu'ils ont fait une rafle policière, et le loup stalinien joue au mouton égaré, avec des tremolos dans la voix et fait un appel aux « simples Français, communistes ou non » pour « arrêter le bras des nouveaux fossyeurs, pour la paix et l'indépendance de la France ».

Nous n'avons pas à prendre parti pour l'un ou l'autre des adversaires, car nous savons trop bien que l'exploitation et la guerre sont de l'un et de l'autre côté du rideau de fer comme des caractéristiques permanentes des deux régimes. Les libertaires et les révolutionnaires authentiques ont été arrêtés en Bulgarie, en Hongrie, comme ils l'avaient été en U.R.S.S., et Staline liquide ceux dont Hitler n'avait pu venir à bout. De l'autre côté, l'impérialisme américain marche à pas de géant vers la dictature, et y entraîne progressivement ses satellites « démocratiques » et occidentaux. Notre camp à nous autres, hommes libres, n'est pas un camp impérialiste, ni même un camp « national » (car l'idée de Nation n'a plus aucune signification à l'époque où la terre a été partagée entre deux géants voraces comme un champ d'exploitation). Notre camp, c'est celui du prolétariat mondial qui tend de plus en plus à prendre conscience de la mystification démocratique comme de la mystification bureaucratique, de la tromperie capitaliste, de la fraude, de la trahison, de la révolution à faire, dans une prise en mains directe des moyens de production par les travailleurs, la gestion ouvrière, contre ceux qui prétendent se réclamer de la liberté ou des travailleurs.

Mais, néanmoins, on ne peut pas éviter de faire un certain nombre de réflexions à propos de ces arrestations. Car, comme le dit « Franc-Tireur », il y a toujours des pauvres gens qui trinqueraient. Ayant quelque peu fréquenté les prisons françaises et les camps de con-

centration allemands en une époque qui n'a, hélas ! rien perdu de son actualité mondiale, nous en pouvons témoigner. Il n'y a que les plumeux à gages de l'« Epoque », de l'« Aurore » et tout quant pour se figurer que la police est une institution charitable et bienfaisante, et qu'elle n'a pu arrêter que des bureaucrates à la solde de Moscou, etc... Je suppose que la subtilité et l'amabilité compréhensive bien connues de ces messieurs les flics n'ont pas été

Les anarchistes au pays de Tito

LA RÉALITÉ YUGOSLAVE

LA Yougoslavie est à l'heure actuelle un centre d'intérêt incontestable, tant par l'existence du « schisme titiste » remettant en cause les vieilles tablettes léninistes sur les rapports entre pays socialistes, que par les bouleversements qui en découlent dans l'Empire stalinien, et tous les idéologues en mal de références de se congratuler sur la naissance d'un authentique nouveau d'avant-garde dans le glacie oriental. Et les kominformistes incorrigibles de donner vigoureusement de la verge en porte-à-faux, contre les vipères lubriques serbo-croates. Les ex-compagnons de route du stalinisme trop déprécié, tels Cassou et Ziliac, retrouvent l'illusion d'un confort intellectuel que n'avait pu leur procurer le mouvement des partisans de la Paix et de la Liberté. Enfin les trotskystes en quête d'effectifs renvoient aux calendes grecques leur fameuse « théorie » sur la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. et décident, non sans humour, en congrès, que la Yougoslavie est socialiste. Involontairement Tito fournit à l'aile bourgeoise du trotskysme, nous pensons notamment à Dalmas et Bourdet, l'occasion tant attendue de renouer les amitiés rompues avec les prétendants à l'orthodoxie. Les ouvriéristes, les vrais, du P.C.I. Le grand maître Trotsky lui-même est laissé à cent lieues en arrière. Mais l'auguste portrait de Karl Marx, déjà nanti d'une cohorte de suiveurs intempestifs, est brandi comme justification d'origine.

C'est précisément en raison de cette adhésion outrancière et du confusionnisme des supporters d'une part, et de la perfide campagne des stalinistes d'autre part que les militants de la Fédération anarchiste — quoi qu'en dise la feuille du P.C.I. — sont allés nombreux sur place s'enquérir de la réalité yougoslave. Ignorant les façades reluisantes du régime, les artifices de propagande et l'enthousiasme apparent, ils ont pénétré au plus profond de la société ; ils ont parlé avec les travailleurs, les paysans, les étudiants, etc. Ils en sont revenus avec la certitude que Tito est absolument étranger au socialisme, du moins pour ceux qui, comme nous, considèrent que le socialisme ne saurait s'accommoder d'un pouvoir omnipotent et despotique, quels que soient les « nobles objectifs » qu'il se propose d'atteindre.

La grande enquête que nous publierons à partir du prochain numéro vient donc à son heure. Notre but n'est autre que d'éclairer les travailleurs sur le pseudo-socialisme dont tant d'aventuriers leur rebattent les oreilles. A cet égard, notre enquête sera un sévère réquisitoire.

Joé LANEN.

REDACTION-ADMINISTRATION
Etienne Guillemet, 145, Quai de Valmy
Paris-10^e
C. C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse joindre
25 francs et la dernière bande

les « démocrates ». Car, figurez-vous, nous nous souvenons de ces hommes qui, arrêtés par Daladier, ont tout simplement été cueillis par Hitler dans leur cellule et envoyés dans les camps de la mort. Nous serions assez ennuyés d'être emprisonnés par ce pitre de Plevin et d'aller engraisser de notre carcasse les plateaux sibériens. Mais, même dans ce cas, souvenez-vous d'une chose : que les politiciens vasailloux d'avant 40 qui ont repris leur place au soleil après Hitler pourraient bien, pour cette fois, perdre définitivement leurs fauteuils. On ne refait pas deux fois le même coup, et la véritable révolution prolétarienne a peut-être son mot à dire.

René MICHEL.

A nos Lecteurs...

Les vacances sont terminées, la rentrée s'effectue. La tâche d'assurer la vie financière du « Libertaire » nous incombe et incombe également à tous ceux, militants, lecteurs et abonnés, qui estiment que le « Libertaire » doit vivre. Quels moyens allons-nous adopter pour assurer la parution de notre journal ?

Devons-nous faire appel à l'éternelle souscription ? Oui, dans la mesure où celui qui peut donner, donne pour affirmer sa sympathie à notre organe.

Mais la souscription par elle-même ne pourra jamais résoudre entièrement le problème financier. Elle n'est qu'un palliatif qui sert à combler un constant déficit. Or, il s'agit, pour assurer une parution régulière, de supprimer, purement et simplement, ce déficit. C'est pourquoi nous ouvrons aujourd'hui une « grande campagne d'abonnements ».

Il est indispensable que dès aujourd'hui, chaque militant, chaque abonné, chaque lecteur fasse un ou plusieurs nouveaux abonnés au « Libertaire » ! En effet, si d'ici le 31 octobre, le « Libertaire » dispose de 5.000 abonnés de plus, nous pourrions, assurés de la stabilité financière du journal, mettre tout en œuvre pour présenter à nos lecteurs, un « Libertaire » d'une formule nouvelle, plus riche, plus variée.

Et nous savons qu'une telle réussite sera obtenue grâce aux efforts de nos amis durant cette grande campagne d'abonnements, car nous sommes persuadés que, comme nous, tous nos amis sont disposés à œuvrer pour le maintien de notre journal, mais aussi pour que le « Libertaire » ne cesse de s'améliorer, de se montrer digne de la cause qu'il défend.

Donc, au travail, que chacun fasse un nouvel abonné et « Le Libertaire » vivra...

La bataille de l'Enseignement

OFFENSIVE ETATIQUE

Nous n'avons jamais cessé d'affirmer, dans la présente rubrique, qu'une offensive étatique, contre l'enseignement était en cours en France et, rappelons-le, également en « Union Française ». Cependant, certains ont été jusqu'à nous taxer de « d'alarmisme démagogique », lors même, que preuves en mains, nous dénoncions la mauvaise foi des déclarations gouvernementales, à propos de l'Education Nationale. Et aujourd'hui, nous voyons ces mêmes « défenseurs patentés » des enseignants, nier toute la signification que l'on peut légitimement accorder à certains discours prononcés par M. Plevin le 10 septembre 1950, à St-Brieuc.

Or, nous avons été informé du sort de la réforme scolaire (!) et la déclaration de M. Plevin se révèle inquiétante, malgré les précautions prises pour nous annoncer que :

« La commission chargée de l'étude des problèmes scolaires sera formée de laïques et de catholiques, enseignant ou usagers, choisis pour leur valeur humaine autant que pour leur compétence, en même temps que de personnalités de haute et indiscutable réputation désignées hors de toute préoccupation politique, confessionnelle ou doctrinale. Sa composition sera arrêtée définitivement par le prochain conseil des ministres. »

Quant à la question des crédits de l'E.N., tous ceux qui ont eu connaissance des fameux projets de la Commission Nationale des Economies seront sans doute intéressés d'apprendre que :

« Récemment, enfin, le gouvernement a rendu exécutoire le plan de compressions budgétaires préparé par les commissions départementales et par la commission nationale des économies... »

Aussi peut-on se demander la cause

de l'optimisme du communiqué de la F.E.N. qui déclare :

L'Education nationale sera peu touchée

par les prochaines économies

« A la Fédération de l'Education nationale on pense que les compressions épargneront le personnel enseignant. On souligne que l'augmentation des effectifs scolaires nécessiterait dans l'enseignement primaire la création de 1.800 nouveaux postes à partir de la rentrée d'octobre. Il paraît donc difficile de réduire le personnel sans désorganiser l'enseignement. En ce qui concerne la réduction des crédits d'investissement affectés à la construction de nouveaux bâtiments, seront comptés comme économies, des crédits non encore utilisés par suite du retard subi par certains travaux. »

(« Le Monde », 11-9-50.)

D'autant plus qu'un certain démenti du ministre de l'E.N., paru sous la forme d'un entrefilet fort discret dans le « Parisien libéré » du 5, précisait que « les rumeurs selon lesquelles 18.000 instituteurs allaient être licenciés par suite des nouvelles compressions budgétaires étaient dénuées de tout fondement ».

Nous pensons donc, pour notre part, que les précisions apportées par une protestation émanant du syndicat C.G.T. de l'enseignement technique contre « la suppression de cent soixante-quinze postes d'adjoints d'économistes et la réduction de 64 millions des crédits des bourses » (Ces décisions rentrent dans le cadre des économies récemment décidées par le gouvernement), constituent peut-être une sous-estimation de ce que nous préparent nos « élus ».

(Suite page 2, col. 1.)

A Strasbourg

IMPOSTURE EUROPÉENNE

QUE les traditionalistes du type Churchill et Reynaud se rangent parmi les promoteurs les plus ardents d'une Europe unie caractérisée le climat faussement internationaliste d'aujourd'hui. Ce qui inspire à ces « fédéralistes » des idées en contradiction absolue avec celles qu'ils défendaient avant la guerre — suppression des frontières, gouvernement européen, plus tard, monnaie unique — est l'irrésistible poussée des forces économiques qui ne peuvent plus s'accommoder de l'archaïque concurrence d'Etat à Etat. C'est, malheureusement, la concurrence internationale qu'il s'agit d'organiser. Aux yeux des moins clairvoyants, il apparaît nettement qu'aucune nation ne saurait plus se replier sur elle-même, que la coopération est devenue une impérieuse nécessité, que l'imbroglio des changes, la multiplicité des frontières, la douane et ses barèmes complexes sont d'un âge.

Toute cette structure juridique et conventionnelle s'oppose à la libre et intense circulation des marchandises et des hommes, des idées mêmes, que le développement de la technique des transports et des communications a rendu extrêmement aisée.

Cependant, les « consultants » de Strasbourg, sont séparés sans avoir progressé d'un pas. Leurs discours, leurs vœux, leurs recommandations, leurs

suggestions ne rencontrent qu'indifférence générale. Les peuples, instinctivement, sentent bien que ces hommes d'Etat sont tous frappés de l'impuissance congénitale dont les racines profondes sont : la propriété privée, ou étatique des moyens de production et les hostilités concurrentielles qui en résultent (automobiles allemandes, françaises et anglaises par exemple), l'impossibilité d'imposer par le haut une véritable union des peuples soumis à l'exploitation capitaliste, abêtis par les mythes politiques et religieux. Et Paulwells qui dans « Combat » nous parle de cet « ...élan sentimental sans quoi les meilleures résolutions techniques demeurent sans pouvoir », oublie simplement que la foi qui soulève des montagnes doit agir de la base au sommet et non du sommet à la base.

Les politiciens n'ont jamais rien fait de bon. Même s'ils réussissent un jour à unifier l'Europe, ils n'auront alors réussi qu'à planifier l'industrie, surmonter les contradictions économiques, donner une vigueur nouvelle aux puissances financières et sans doute auront également réussi à aggraver l'exploitation des masses salariées appelées à faire les frais de la concurrence Europe-U. S. A. Pour reprendre un mot de notre confrère, disons que « l'Europe chaude » ne se fera que dans un climat révolutionnaire, lorsque les lames de fond emporteront toutes les inutiles superstructures poli-

tiques et juridiques, lorsqu'à la base, dans la commune, dans l'usine et aux champs, les hommes établiront les fondations du véritable fédéralisme, et que les instances locales, régionales, nationales et internationales ne seront plus que des organismes de mise au point et d'exécution des volontés de la base, lorsque le gouvernement des gens enfin aura fait place au gouvernement des choses.

Mais nous n'en sommes pas encore là. Pour le moment on songe surtout à l'armement et la question de l'Allemagne de Bonn est au premier plan. Aux dernières nouvelles, on apprend que les Allemands seraient heureux de servir dans une armée européenne dont le principe a été adopté au Conseil de Strasbourg par 89 voix contre cinq. C'est Rouanet, toujours dans « Combat », qui nous l'affirme, en s'appuyant sur le fait que si le mot « Wermacht » est imprononçable en Allemagne, le même mot suivi de l'adjectif : européenne, peut soulever l'enthousiasme, mais pas, bien entendu, chez les « aventuriers et les chômeurs ». Chez les Allemands conscients de la grandeur de cette idée, sans doute ? Car un chômeur (il y en a deux millions dans la trizone) « est prêt à s'engager n'importe où ». Il est triste de constater que l'auteur de « Mon ami Vassia » en soit arrivé à

(Suite page 2, col. 3.)

LES RÉFLEXES DU PASSANT



On vient d'apprendre qu'à partir du 1^{er} octobre les soldats de l'armée tchécoslovaque seront astreints à suivre des cours d'économie politique et d'histoire de la lutte de classes. De plus, ils seront tondus. Et privés des permissions de fin de semaine.

Voilà une nouvelle et éclatante preuve que dans les pays de démocratie populaire, la liberté n'est pas un vain mot. En effet, ces hommes sont libres de se faire tondre, de refuser leur permission, libres de s'inscrire à la sociologie, afin de pouvoir s'y retrouver entre le boukarinisme, le trotskysme, le cosmopolitisme, la réaction nationaliste bourgeoise et la lutte de classe revue et corrigée hebdomadairement par les grands maîtres du Kremlin.

De leur côté, les civils sont libres de crier « Vive Staline », libre de voter afin que le « Grand Parti » obtienne 99,05 % des voix ; libres d'appliquer la « norme » à 150 %, libres enfin de

Liberté réglementaire

dénigrer la « bombe » de Truman et de s'enthousiasmer pour celle des Soviets dite : populaire.

Vous le voyez, tout le monde est libre. Libre d'obéir. Car dès l'instant où l'on n'obéit plus, on n'est plus libre. Ça coule de source ! La liberté est réglementée. Et accepter le règlement c'est être libre, puisque ne pas l'accepter conduit tout droit au camp de concentration qui ainsi se justifie pleinement. En effet, des éléments de comparaison sont indispensables à toute bonne démocratie, et la liberté privée de ces camps serait d'une insupportable fadeur. Si toutes les femmes étaient belles, les hommes seraient bien malheureux, croyez-moi ! D'ailleurs, le camp en lui-même est un des nombreux moyens indispensables au bonheur de l'humanité. On l'a bien compris au Kremlin. Pour atteindre la plénitude « socialiste », il nous faut suivre des chemins souvent caillouteux, herissés d'embûches, de chausse-trappes, de fondrières. C'est le stalinisme qui nous l'apprend.

Dès lors, rien d'étonnant que pour faire le bonheur de ses peuples, le génie à moustache se voit forcé avec de bruyants soubresauts, d'égayer son empire avec du barbelé. Et des poteaux. Pour ceux qui ont besoin qu'on leur apprenne à vivre.

OLIVE.

LE COURRIER DES LECTEURS

Nos amis nous écrivent...

UN AJISTE...

De Lyon, notre camarade Bigou nous informe des faits suivants : « Le samedi 8 juin, fut décidée, à Lyon, une manifestation qui réunirait les campeurs et ajistes pour demander une réduction de 50 % sur les billets collectifs, en faveur de tous les jeunes partant en groupe pour les vacances. Dans l'après-midi, place Bellecour, se trouvaient rassemblés plusieurs centaines de jeunes. Une ronde joyeuse s'organisa et les chants se succédaient lorsqu'un émissaire de la Préfecture vint nous demander de circuler. Or, à peine avions-nous mis nos sacs que la nouvelle nous parvint de l'arrestation d'un camarade ! Une protestation unanime s'éleva. Quelques minutes plus tard, deux autres ajistes furent embarqués dans le panier à salade. On entoura tous les jeunes réunis qui clamèrent leur indignation. Ce que voyant, l'officier de police donna l'ordre de charger... Une bataille rangée s'ensuivit, mais nous étions gênés par nos sacs et nous ne pouvions être bien efficaces contre les brutes bien nourries qui « protègent » la sécurité des Lyonnais. Mais tout n'est pas dit et la contre-offensive s'organise... »

UN METALLO

De chez Gutenberg nous rappelle que : « Récemment, chez Gutenberg, le soudeur Souillard a trouvé la mort au

cours d'une explosion. Deux autres ouvriers subirent une commotion. Il ne serait peut-être pas mauvais que le « Libertaire » cite plus souvent de pareils faits. Il n'y a pas de raison de laisser l'« Huma » s'approprier tous les accidents du travail à des fins démagogiques. Oui ou non, ce sont bien les « anars » qui mènent la lutte contre la superhierarchy et les cadences infernales ! Alors ? Il faut débarrasser le crâne des jeunes ! »

DES ETUDIANTS...

Un groupe d'étudiants ex-socialistes d'Aix-Marseille félicite le « Libertaire » d'avoir montré au peuple, à propos de la discussion à l'Assemblée, le rôle des « élus » socialistes, « d'intéresser les camarades prolétaires au sort misérable des étudiants, en période d'examen sur-tout », et, enfin, relève une erreur dans un de nos articles. « Dans votre rubrique la Bataille de l'Enseignement, s'est glissée l'erreur suivante : vous attribuez à Wallon des recherches docimologiques ; or, c'est M. Piéron qui a fait des enquêtes sur la valeur des examens. »

UN CULTIVATEUR

De Saint-Eloi (Ain) affirme avoir été surpris par un article de notre journal sur la défense de l'école laïque. « Il me souvient d'avoir lu dans le « Lib » que ladite école était au service de la bourgeoisie, que l'on enseignait le respect des lois qui écrasent le malheureux, le respect des puissants du jour et le chauvinisme au lieu de l'internationalisme. Cela a-t-il changé ? »

Nous rassurons ce camarade et nous lui annonçons que paraîtra, dès que cela sera possible, une étude sur la signification respective de l'école dite laïque et de l'école dite libre, qui situera la question sur le plan de la pratique.

UN PROFESSEUR...

du même département, répond à notre référendum en ces termes :

1^{re} question : « Que pensez-vous des projets de la Commission d'économies ? » Beaucoup de mal. Le F.E.N. a organisé à Bourg (Ain) une réunion de protestation très réussie.

2^e question : « Envisagez-vous de soutenir une grève des examens ? » Oui ou, plus exactement, grève pendant les examens.

3^e question : « Quelle autre forme d'action voyez-vous ? » Grève gestionnaire ? A étudier.

4^e question : « Désirez-vous être tenu au courant des événements par la Commission libertaire de l'enseignement ? » Oui.

UN PRÉSIDENT DE CONSEIL...

de parents, d'élèves, d'école primaire d'une grande ville de l'est de la France, nous demandons conseil :

« L'article du « Lib » sur la diminution du budget de l'Education Nationale a retenu mon attention. En tant que président de Conseil de parents d'élèves d'école primaire, j'ai assisté, ce soir, à une réunion du Comité de Défense laïque traitant cette question des crédits de l'Education. J'ai trouvé, à mon regret, les assistants trop « mous ». Donc, le but de la présente est d'entrer en relation avec le groupe F. A. afin de connaître les vues et actions à envisager telles qu'elles sont suggérées dans ledit article signé Charles. »

UN DIRECTEUR...

d'un Centre de Formation professionnelle accélérée du Bois et des Métaux, exprime son désir de soutenir notre œuvre, parce que, dit-il : « Je m'étonne que la campagne du « Libertaire » se soit cantonnée seulement à lutter contre les suppressions de crédit de l'Education Nationale et l'Enseignement Technique. »

La Formation professionnelle accélérée du Bâtiment et des Métaux aurait dû faire l'objet des mêmes préoccupations du « Libertaire ». Nous regrettons l'ignorance absolue du « Libertaire » sur cette méthode d'éducation qui intéresse des milliers de jeunes gens en chômage sans métier, des gens de 17 à 35 ans sans spécialité, victimes des professionnels et des cadres de la Société.

Les Centres du F.P.A. du B. et des M. enseignent, pendant 6 mois, une formation accélérée, par une économie de mouvement basée sur une méthode cartésienne ; des résultats ont révolutionné le monde professionnel, patronal, cadres et ouvriers. C'est une œuvre essentiellement humaine et libertaire. »

Et il conclut en nous promettant son concours.

UN ARTISAN...

de Dragunien explique sa satisfaction à la lecture de l'« Histoire de l'Anarchie ».

» L'hommage revient aux auteurs qui ont cherché et travaillé pour écrire ce livre.

LA BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

(Suite de la première page)

Quoi qu'il en soit, il n'est un secret pour personne que le maintien des crédits actuels est, en lui-même, une régression, étant donné l'accroissement du nombre d'enfants d'âge scolaire. C'est pourquoi nous dirons, face aux « optimistes » de F.O. et aux « inquiets » de la C.G.T. que le vrai devoir des enseignants reste de lutter pour une augmentation des crédits de l'E.N. au lieu de se cramponner à un maintien d'ores et déjà remis en question.

Nous appellerons donc tous ceux qui ont conscience de l'urgence d'une action collective et concertée, à soutenir notre effort de regroupement des « bonnes volontés » pour atteindre ce premier objectif : « des écoles et des éducateurs pour tous les enfants ».

Sachons nous souvenir, enfin, comme l'affirme M. Plevin, fort imprudemment d'ailleurs, qu'« à toutes les époques un débat toujours renaissant a opposé les hommes d'action aux « à-quoi-bonistes », les hommes qui ont foi dans leurs moyens, dans le progrès, dans l'avenir, à ceux qui sont toujours prêts à démontrer le néant de l'effort ».

CHARLES

(1) La Commission comprend notamment des « personnalités de haute et indiscutable réputation », notamment MM. André Siegfried et Eugène Gilson. Des parlementaires seraient également présents. On cite les noms de MM. Paul Boncour, Le Bail, Pernot.

Un député M.R.P. serait invité à participer aux travaux de cette commission qui comprendrait au total 21 membres : 7 représentants de l'enseignement laïc, 4 parlementaires et 8 personnalités choisies hors du Parlement.

LA POSITION DU S.N.I.

Le 14 septembre 1950, Henri Aigueperse, secrétaire du Syndicat national des Instituteurs, a exprimé, au cours d'une conférence de presse, la position du S.N.I. « Le Libertaire » n'ayant pas été convoqué, nous nous contenterons de rapporter à nos lecteurs le compte rendu paru dans « France-Presse » du 15 septembre :

« En premier lieu, il s'agit de la constitution de la fameuse commission qui doit être chargée de la réforme scolaire et qui devrait comprendre outre des parlementaires, des représentants de l'enseignement laïque. Après avoir réformé l'opposition formelle du syndicat des instituteurs à une reconnaissance officielle de l'école privée, Henri Aigueperse a rappelé l'hostilité des organisations laïques vis-à-vis de cette commission et déclaré que les représentants du syndicat des instituteurs se refusent à y participer. »

D'autre part, le secrétaire général a vivement critiqué les récentes décisions ministérielles amputant le budget de l'Education nationale de 1.029 millions pour les crédits d'équipement et de

1.497 millions pour les crédits d'investissement et ceci malgré les votes de l'Assemblée nationale opposant à toute réduction. Aussi élève-t-il une véhémente protestation devant la menace d'un abattement de 5 % qui pèse sur le budget de l'an prochain. Si les crédits de l'Instruction publique devaient être touchés par cette mesure, les dépenses affectées aux constructions scolaires se verraient réduites de tiers. On connaît assez la détresse de notre école publique pour mesurer aussitôt les résultats funestes qu'elle entraînerait une telle politique. « Enfin, les instituteurs réclament l'application aux agents de la fonction publique du minimum garanti, manifestant leur accord avec les autres centrales sur le minimum vital et dénonçant une fois de plus le système des zones de salaires. »

« Bien entendu, l'« Huma » s'est hâté de publier un tel compte rendu. Ce journal doit être bien trop occupé à stigmatiser les « diviseurs » pour informer ses lecteurs de cette prise de position. Mais voilà, au moins, un reproche que nous ne risquons pas d'encourir ! »

IMPOSTURE EUROPÉENNE

(Suite de la première page)

écrite de pareilles incohérences. Elles témoignent de l'impuissance, de la peur, de l'hésitation, des contradictions qui accablent tous ceux qui veulent « faire l'Europe ». Des faux-fuyants que l'on utilise pour faire admettre qu'aujourd'hui plus rien ne compte que d'arrêter les peuples européens, les préparer au massacre puisque les politiciens de tout acabit ne sont capables que de maintenir un système économique et social inéluctablement voué à la guerre.

Coincée entre les U. S. A. et l'U. R. S. S. qui s'affrontent, déchirée par des intérêts financiers contradictoires, virtuellement abandonnée par l'Angleterre et les pays scandinaves, coupée des régions balkaniques et de l'Allemagne orientale, que reste-t-il de cette malheureuse Europe ? Quelques nations en proie à des difficultés économiques et sociales irresolvables, à un chômage qui s'étend, à l'insécurité, à la peur, au désespoir. C'est dans un tel moment que l'on nous parle d'armée européenne, de l'Europe européenne, de défense de la liberté, de civilisation chrétienne et autres fariboles !

Nous l'avons dit. Nous le répéterons : le seul moyen d'éviter la guerre et la servitude bolcheviste n'est pas l'encasernement, qu'il soit européen ou non. Le seul capital que les travailleurs ont à défendre, c'est leur vie. Qu'ils mettent donc cette vie au service de la liberté, de leur liberté. Qu'ils prennent les armes et qu'ils s'en servent. Non pas pour défendre leurs maîtres de Strasbourg, de Moscou ou de Washington, mais pour déclencher la guerre sociale et amorcer la Révolution. La Révolution sociale, seule capable de créer l'Europe et de faire reculer tous les totalitarismes.

Les charbons du « Libertaire »

Avant la hausse, profitez de nos prix actuels

BOULETS		BRIQUETTES DE LIGNITE	
500 kgs.	3.830 »	500 kgs.	3.590 »
1000 kgs.	7.540 »	1000 kgs.	7.054 »
2000 kgs.	14.874 »	2000 kgs.	13.860 »
3000 kgs.	22.002 »		
ANTHRACITE FRANÇAIS		COKE DE GAZ	
Noix 30/50 : 500 kgs.	4.710 »	Calib. 40/60 : 500 kgs.	3.190 »
1000 kgs.	9.296 »	1000 kgs.	6.252 »
2000 kgs.	18.386 »	2000 kgs.	12.298 »
ANTHRACITE RUHR OU BELGE		CARBOLUX	
Noix 30/50 : 500 kgs.	5.250 »	Noix 30/50 : 500 kgs.	5.030 »
1000 kgs.	10.500 »	1000 kgs.	9.933 »
2000 kgs.	21.000 »	2000 kgs.	19.620 »
FLAMBANTS FRANÇAIS		Toutes les commandes sont réglées à la livraison	
Noix 30/50 : 500 kgs.	4.010 »		
1000 kgs.	7.897 »		
2000 kgs.	15.548 »		
FLAMBANTS D'IMPORTATION			
Noix 30/50 : 500 kgs.	4.520 »		
1000 kgs.	8.925 »		
2000 kgs.	17.646 »		

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

Les secrétaires de Groupes et des Régions sont priés de nous donner le renouvellement des nouveaux bureaux.

Les trésoriers sont invités à payer les cartes et timbres en retard.

1^{re} REGION

LE HAVRE. — Les camarades du groupe se réunissent le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois à partir de 9 h. 30, Café Pannier, 14, rue de Tourville.

LILLE. — Pour le service de librairie, s'adresser à Laureys G., 80, rue Francis-Ferré, à Fives-Lille (Nord).

2^e REGION

PARIS-XIV. — Réunion du groupe le mercredi 27 septembre, local habituel.

PARIS-EST. — Jeudi 21, à 20 h. 30, réunion des militants salle Pacra, 10, boulevard Beaumarchais.

ARGENTEUIL. Réunion au groupe dimanche matin, 15 septembre, à 10 heures, salle de la Pensée Humaine, 42, rue de Paradis.

Les lecteurs du « Libertaire » et sympathisants sont cordialement invités.

LIVRY-GARGAN. — Réunion du groupe le lundi 25 septembre, à 21 heures, petite salle Noize, en face le stade, autobus 147, descendre arrêt mairie.

Présence de tous indispensable.

3^e REGION

Pour tout ce qui concerne la 3^e région les lecteurs et sympathisants sont priés de se mettre en rapport avec :

Secrétaire trésorier général : Louis Quéré, 2, rue aux Ours Metz (Moselle), C.G.P. 650-90 Metz.

Délégué régional à la propagande : Lermiller Maurice, nouvelle adresse : 78, rue du Bataillon, Reims (Marne).

Jeudi-Homécourt-Auboué : Emile Collin, 153, avenue de la République, à Homécourt (Meurthe-et-Moselle), service de librairie.

Reims : Toury Jacques, 15, rue Gosselin (Marne). Le groupe de cette ville est actuellement en reconstitution, les lecteurs et sympathisants qui s'intéressent à notre mouvement sont invités à se mettre en contact avec Toury ou Lermiller. Nous demandons également des vendeurs à la criée pour le « Libertaire », à Reims.

4^e REGION

LYON-CENTRE. — Les camarades sont informés que le groupe se réunira le samedi 23, à 16 h. 30, au même ordre du jour est particulièrement important.

5^e REGION

BORDEAUX. LIBRAIRIE SOCIALE. — Tous les dimanches, Vieille Boirie, du Travail, rue Lalarrie, 42, de 10 h. à 12 h. On y trouve livres, brochures et toute la presse.

6^e REGION

TOULOUSE. — Le groupe se réunit les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, à 21 heures, Café des Sports, boulevard de Strasbourg.

Librairie tous les dimanches matin, face 71, rue du Taur. Vente à la criée à Saint-Sernin.

AVIS AUX GROUPES

Tous les communiqués doivent nous parvenir le lundi dernier délai.

COURRIER ADMINISTRATIF

Le Secrétariat à l'Education rappelle aux militants que la rubrique du Libertaire : « Le Billet du Militant », est ouverte à tous les camarades.

Adresser articles, informations, documents et critiques à la rédaction du journal.

A LA 10^e REGION

Nous demandons à la 10^e Région de prévoir une tournée de propagande pour les mois d'octobre et novembre. Les groupes doivent entrer en rapport avec Toulouse qui en a pris l'initiative. Répondre rapidement au Secrétariat National à la Propagande.

La hausse des prix

ON SPÉCULE DÉJÀ SUR NOS CADAVRES

Il a fallu huit mois de palabres pour fixer le salaire du manoeuvre « léger ». Il n'a fallu qu'un mois pour que le cuir, la laine, le café enregistrèrent des hausses de 30 à 40 %, pour que les produits agricoles suivent le même chemin, pour que tous les calculs « savants » concernant le nombre de calories indispensables à la nutrition des travailleurs soient bouleversés.

Ces constatations illustrent parfaitement la conjoncture économique et sociale actuelle. Et elles démontrent que les gouvernants et le patronat profitent de la passivité ouvrière pour imposer le libéralisme des prix et le dirigisme des salaires.

Avant même que le réarmement ne batte son plein, des bénéfices substantiels sont déjà réalisés et déjà les éternels sacrifiés supportent tout le poids de la politique nationale et internationale qui mène les peuples à leur perte. Ainsi sommes-nous amplement fixés sur la répartition équitable des sacrifices qu'exige, paraît-il, la défense de la patrie.

Pour préparer leur guerre, les États sont maintenant les premiers acheteurs, non seulement en matériaux stratégiques, mais aussi en richesses indispensables à la vie de tous les jours, la laine par exemple, pour les uniformes que l'on donnera à ceux qui ne peuvent se vêtir. Toutes les industries vont tourner à plein, tous les industriels vont devenir fournisseurs de l'armée et les bénéfices seront d'autant plus larges que les salaires sont assurés de rester là où ils sont.

Techniquement et moralement, les gouvernements ne peuvent rien contre ce développement de la situation économique. Techniquement, parce que l'on ne peut abolir sinon atténuer les incidences de la loi de l'offre et de la demande sans recourir à des mesures financières, administratives, policières s'apparentant à un dirigisme forcé qu'abhorre le capitalisme ; moralement, parce que la fonction des gouvernants est de satisfaire les exigences de ce capitalisme et il est invraisemblable qu'il tente de le frustrer de l'aubaine du réarmement.

Les classes laborieuses sont donc appelées à travailler davantage et à gagner moins. A poursuivre une existence de plus en plus étreinte, à subir l'insolence patronale, les brimades policières, la guerre, le camp peut-être, et la guerre pour finir. Tout cela au nom de la liberté. A qui la faute ? demandent certains. Aux staliens. Si le danger de l'oppression soviétique n'existait pas... Eh bien ! non ! La réponse est trop facile. Elle excuse tout, elle justifie tout et même les pires exactions auxquelles demain pourrait se livrer un gouvernement Plevin, si nécessaire.

Les travailleurs, et plus largement tous les non-possédants, sont des étrangers dans la société actuelle. On le voit bien lorsque le chômage jette à la rue des centaines de milliers d'hommes et de femmes. On le voit encore lorsque les réformistes et autres syndicalistes dégénérés osent s'associer avec les gouvernants et le patronat pour fixer un minimum vital au moyen des mêmes calculs que ceux qui sont utilisés pour les porcs à l'engrais. On le voit toujours lorsque la guerre déferle, dévaste, massacre et que sur les ruines et les cadavres prospèrent ceux qui parlent de sacrifices, de vertu, de patrie, de liberté.

L'hypocrisie des gouvernants, la mortelle ignorance de la masse, son désintéressement d'événements qui menacent directement son existence physique, voilà là les causes profondes qui autorisent la préparation de la guerre et la guerre elle-même. Staline et Truman ne pourront vider leur différend qu'avec l'aide des peuples. Et si les peuples disent non ? C'est une utopie, sans doute, que de placer actuellement ses espérances en une révolution mondiale. Mais ce n'est pas une utopie que d'affirmer la nécessité de donner l'exemple sur un point du globe. Les mouvements libertaires, ceux de Cronstadt, d'Ukraine,

A VENDRE

Rotary Cyclostyle n° 6 Gestetner

margeur automatique très bon état de marche, renseignements au « Libertaire ».

Et il conclut : « Ce sont surtout les jeunes qui ont besoin de ce livre. Ils trouveront une puissante documentation pour prendre la parole en public et devenir des orateurs indispensables au mouvement anarchiste. »

NOUS ECRIVENT...

pour nous faire part de leur intérêt pour notre action. Tous les jours, nous recevons un abondant courrier qui nous démontre que, de tous côtés, des amis anars sont prêts à nous aider et à nous encourager. C'est grâce à eux que le « Libertaire » a pu tenir. Mais cette aide est aussi bien morale que financière. Le nombre des collaborateurs du « Lib » va en augmentant.

Amis lecteurs, ce journal est votre ; continuez à le défendre, à le soutenir, à l'améliorer, et il vivra.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant, Paris-20

CULTURE ET RÉVOLUTION

De la "terreur blanche" à la "terreur rouge"

AVEC LA FÉDÉRATION ANARCHISTE DE HONGRIE

(Suite et fin)

La bataille pour la possession de Budapest dura 6 semaines. Pendant le siège et immédiatement après la libération il était pratiquement impossible d'avoir contact avec les camarades. Je crois pourtant pouvoir affirmer que les actions individuelles des militants n'étaient pas sans mérite pendant la bataille, et après, quand des brigades de travail volontaires brûlaient en pleine rue les cadavres des 200.000 victimes de la peste, quand des milliers de gens succombaient encore à la faim et aux balles des soldats russes ivres, qui tiraient à tort et à travers dans les rues et assassinaient sans hésitation ceux qui s'opposaient aux pillages continuels, quand la misère était si grande, qu'un rat valait 10 pengos, qui, deux mois avant, faisaient encore vivre une famille pendant un jour, lorsqu'il était impossible d'acheter un livre de pain, mais que les cabarets et boîtes de nuit commençaient à rouvrir dans les rares maisons intactes, pour permettre aux chevaliers du marché noir et aux nouveaux maîtres de la politique de s'amuser : quand une population affamée et misérable traînait sa vie dans les caves des maisons réduites en ruines et que l'on voyait des femmes se battre avec les membres des brigades de travail pour obtenir malgré l'interdiction un morceau d'un cheval à moitié décomposé : quand dans les hôpitaux provisoires les médecins exécutaient des opérations avec des couteaux de cuisine et des fillettes de 10 ans y mouraient à la suite de viol ; quand une famille n'avait pas de morts passés pour un miracle : quand des nouveaux venus inconnus s'installaient dans les bureaux de l'administration et les anciens nazis échangeaient leurs emblèmes à la croix fêlée contre l'étoile rouge du parti communiste, le seul qui les ait acceptés dans ses rangs : à cette terrible époque du printemps 1945 les services que les anarchistes ont rendus au peuple étaient certainement très grands. Les hommes aux ceintures rouges apparaissaient dans les brigades de travail, dans les hôpitaux, partout où ils pouvaient se rendre utiles. La courte éducation que Kersakine leur avait donnée dans la lutte contre les nazis les avait déjà pénétrés.

Quand, en juillet 1945, Torokoi, qui croyait voir le moment où il pourrait mettre en valeur ses connaissances politiques, réunit de nouveaux les militants du Mouvement Anarchiste, on n'était que 35 : deux camarades seuls revenus parmi les victimes des 7 et 9 décembre. L'un d'eux, P. M., nous a enfin donné le nom du traître communiste. Nous apprîmes que peu après avoir fait sauter le M. A., il fut lui-même arrêté et exécuté par les Allemands. Des la première réunion trois groupes se formaient dans le sein du mouvement : les camarades attachés à To-

rockoi désiraient, comme lui, une légalisation du mouvement, P. M., groupait autour de lui ceux qui préféraient travailler en accord avec les communistes, espérant dévier ce parti après la chute de la bourgeoisie. Le troisième groupe enfin, conduit par Kersakine et soutenu par Christ voulait continuer la résistance combattive cette fois-ci contre l'Etat principallement, et contre les troupes d'occupation russes...

A cette époque un gouvernement de coalition, soutenu par les quatre partis « démocratiques » (petits-paysans, communistes, socialistes, paysans) exécutait les premières nationalisations, la distribution des terres et la réorganisation de l'administration. Mais derrière cette relative liberté et progrès social, se dessinait déjà la puissance de la police politique, entièrement communiste, qui devenait avec l'aide des occupants de plus en plus le véritable maître du pays. Son chef, Gabor Peter, d'une réputation exécrable, fut exécuté par ses camarades trois ans plus tard comme

titiste. Torokoi, voyant les lourdes pertes du mouvement et le danger suprême qui consistait dans le combat contre cette police qui avait ses espions partout et écartait ses ennemis impitoyablement, voulait créer un terrain de lutte qui aurait permis un repos aux militants exténués par la fatigue. Il avait espéré aussi qu'ayant une activité non clandestine de propagande, le Mouvement Anarchiste pourrait grouper autour de lui une assez grande partie de la population pour pouvoir tenter de créer une situation politique avantageuse au but du mouvement : la révolution sociale. Bien que les gens de gauche appelaient les réformes exécutées depuis la libération « la révolution sans le sang », pour nous il devenait évident — et c'est une vérité que tous les révolutionnaires du monde doivent enfin comprendre — que les stalinistes avaient trahi la révolution mondiale du prolétariat. Les « communistes » de P.M., espéraient obtenir une assez grande influence dans

le sein du P.C. pour le détourner du stalinisme. Le 3^e groupe refusait tout compromis. Mais étant donné la faiblesse matérielle du Mouvement, chacun des groupes se déclarait solidaire avec le groupe dont le principe allait être voté par la majorité.

Grâce à son prestige et aussi à la fatigue qui se manifestait dans l'élan des militants (il ne faut pas oublier que la plupart d'entre eux étaient des hommes qui n'avaient pas encore atteint leur 20^e année, combattant et travaillant sans repos depuis un an, et sous-alimentés en plus), Torokoi emportait la victoire. Immédiatement il demanda la légalisation de la formation officielle du Mouvement Anarchiste, qui fut accordée, puis retirée sur l'ordre du maréchal Torkochlov, commandant en chef des troupes d'occupation. Malgré cela, Torokoi parvint à conclure un accord avec les dirigeants du pays selon lequel l'activité anarchiste serait libre jusqu'au point où cette activité pourrait être considérée comme sabotage des activités gouvernementales. Aussitôt, une imprimerie fut installée, et la propagande commença. Dans le groupe d'usines de l'île Csepel près de Budapest, les ouvriers, déçus par la conduite antisocialiste de leurs nouveaux syndicats communistes, se tournaient avec sympathie vers notre mouvement, le seul qui ait vraiment représenté leurs intérêts. Or, le Parti communiste, battu aux élections où les petits paysans obtenaient la majorité absolue, mais de plus en plus fort grâce à l'appui soviétique, avait cru au premier moment que le mouvement anarchiste allait contraindre ses efforts pour le renversement du gouvernement (où les petits-paysans avaient la majorité) et affaiblir l'Eglise catholique qui commençait à devenir l'ennemi le plus puissant des stalinistes. Dès que les dirigeants communistes se furent aperçus du danger que la concurrence anarchiste représentait dans les milieux ouvriers, Gabor Peter lança ses miliciens contre nous. Seules quelques arrestations avaient eu lieu, mais il était à prévoir que tout le mouvement (qui possédait, en septembre 1945, 400 militants) serait paralysé, ses membres étant obligés de se cacher de la police. Torokoi parvint à rassembler une dernière fois les militants les plus importants. Il demanda à Christ de conduire la lutte qui, à partir de ce moment, devait être sans merci.

Le lendemain Torokoi fut arrêté et on le revint jamais plus. Comme après le coup porté par les Allemands, les anarchistes répondirent par un assaut : à l'occasion d'un défilé des troupes rouges dans la capitale, quatre étudiants anarchistes ouvrirent le feu d'un grenier sur les troupes. Ils abattirent trois officiers et cinq soldats rouges, puis mettaient le feu à leur abri et se donnaient la mort. On ne découvrit que leurs cadavres carbonisés. Dans les usines de Csepel, les anarchistes provoquaient la seule grève qui eut lieu en Hongrie après la libération : avant de pouvoir prendre des proportions importantes, elle fut étouffée par les miliciens de Gabor Peter. Trente ouvriers, dont vingt-quatre militants anarchistes furent exécutés sur-le-champ. Christ, qui était encore membre de la direction d'un mouvement de jeunesse de gauche, et livrait une résistance acharnée à l'effort des communistes pour prendre en main tout ce mouvement, provoquant un scandale, exposant aux membres du mouvement les activités de leurs membres pro-communistes et des membres de la direction communistes (7 sur 11), il exigeait l'élection d'une nouvelle direction et l'expulsion des membres voulant faire sauter l'unité du mouvement. Une session se produisit, au cours de laquelle toute une section du mouvement de jeunesse l'abandonna. Christ fut arrêté et libéré deux jours après par erreur. Il dut se réfugier à la campagne. Alexei Kersakine fut blessé en même temps dans une bagarre entre la police et la population. P. M., abandonna toute activité politique : un peu plus tard il quitta le pays clandestinement. Le reste du Mouvement Anarchiste fut liquidé petit à petit. Les trois derniers

militants : Kersakine, Christ et le camarade de ce dernier avec lequel il avait été arrêté par les Allemands, se retrouvèrent deux ans plus tard à Budapest. A cette époque-là, la lutte pour l'avenir du pays se déroulait entre l'Etat et l'Eglise. Participation anarchiste à ce combat ? Il n'y avait plus rien à faire nous étions mis hors la loi, recherchés par la police qui s'infiltrait partout, sans le moindre moyen financier. Les anciens camarades étaient tous disparus, ou avaient abandonné leurs idées et étaient entrés au Parti Communiste (d'où ils furent expulsés à la première purge). Les trois militants décidaient de quitter le pays. Christ partit le premier, il traversa sain et sauf la frontière, comme Kersakine deux mois plus tard. Le troisième camarade fut abattu à la frontière par la police.

J'ai eu l'occasion de parler avec Kersakine et le Christ à Paris, l'année dernière. Ils traînaient la vie misérable des autres milliers de réfugiés politiques, faisant quelques projets de participer à l'activité de la Fédération Anarchiste Française. « Depuis cinq ans

je suis pour la première fois en sécurité et libre », me dit Christ. « Puis, comme deux agents de police passaient près de nous, il ajouta : « Relativement ». Il avait travaillé dans plusieurs usines, et fut chassé de partout pour la propagande anarchiste qu'il faisait parmi les ouvriers. « Une seule arme me reste en main, me dit-il, c'est la littérature ».

Alexei Kersakine allait mourir. Dix ans de combat sans relâche ont affaibli son corps, qui ne put plus résister aux privations. Moralement il était tué. Il parlait pendant des heures du malheur sort des ouvriers et paysans de la Hongrie « soviétique ». Le peuple pour lequel il avait lutté pendant dix ans, était plus exploité, plus malheureux, plus esclave que dans les plus mauvais jours de la dictature de Horthy. Il est mort en décembre 1949.

Camarades de France et du monde entier, rendez-lui l'hommage qu'il a mérité. Et songez parfois aux centaines de morts de l'ancien Mouvement Anarchiste de Hongrie, à ces hommes aux ceintures rouges qui sont tombés en combattant sous les coups de leurs ennemis, de vos ennemis, des ennemis de la liberté humaine : la réaction, le nazisme et le stalinisme. Que leur mort n'ait pas été vaine...

G. A.

Un Reportage du « LIB »

PORTUGAL 1950

LORSQU'APRES avoir longtemps roulé en Espagne, contemplant à chaque arrêt bon nombre de gardes et de soldats armés, aux uniformes rappelant les plus beaux jours de l'occupation, on quitte enfin des plateaux désertiques de Castille, le Portugal semble tout souriant.

Ses villages blancs disséminés dans la verdure, ses grandes villes animées aux places de mosaïques, aux parterres de fleurs, aux automobiles luxueuses, contribuent à influencer favorablement le touriste. Des agents de police règlent tranquillement la circulation en fumant des cigarettes et aucune propagande visible, aucun portrait de Salazar, ne viennent démentir cette première impression.

Mais... aux terrasses des cafés, des femmes mendient de sucrés, des gosses aux visages de petits vêtus, aux jambes rachitiques, mal vêtus, sans souliers,

s'assemblent autour des étrangers et les regardent manger avec autant d'envie que de curiosité. Très nombreux sont les gens qui marchent pieds nus, tant à la ville qu'à la campagne, non par mode, mais parce que les chaussures sont inaccessibles à leur bourse. Des quartiers entiers de taudis voisinent avec de magnifiques immeubles modernes, et bien d'autres exemples qu'il est impossible de citer faute de place, dénotent trois classes sociales très nettement distinctes, tant par le mode de vie que par l'instruction.

Avant de donner quelques chiffres moyens pouvant servir de base de comparaison, il est indispensable de préciser que rien ou presque ne vient s'ajouter au montant des salaires indiqués à titre d'exemple, ou aide des travailleurs en cas de difficultés.

(A suivre).

« Vérités » stalinienne

LA LIBÉRATION ROUMAINE

A l'occasion de l'anniversaire de la libération roumaine par les troupes russes, toute la presse communiste publie de longs articles ou, avec l'aide de statistiques, on essaie de démontrer les progrès de l'industrie et de l'agriculture.

Dans l'« Humanité » du 23-8-50, page 3, colonnes 1 et 2, Marcel Cachin cite des chiffres tirés du rapport de Gheorghiu Dej, vice-président du conseil des ministres. « L'agriculture roumaine est déjà pourvue de 500 tracteurs. Dans cinq ans la production des tracteurs des usines nationales atteindra 25.000 par an. »

Même journal, page 4, bas de la page, Constantinesco Cossy dit : « A présent 5.000 tracteurs fabriqués en république populaire roumaine travaillent aux champs ».

Dans « Regards » du 18-8-50, page 13, d'après le discours de Gheorghiu Dej : « La république populaire roumaine produira, en fin 1955, 6.000 tracteurs ».

Marcel Cachin parlait de 500 tracteurs en service actuellement. Constantinesco, dans le même journal et le même jour, affirme qu'il y en a 5.000. Cachin nous assure qu'en 1955 la Roumanie produira 25.000 tracteurs par

an. « Regards » de la même semaine se référant au même rapport que Cachin n'en annonce que 6.000 !

Esor culturel du travailleur roumain

L'« Humanité » du 24-8-50 : « Dans ce pays qui du temps des bourgeois et des gros propriétaires fonciers, comptait plus de 60 % d'illettrés, 15.000.000 x 60 = 9.000.000

Donc : 100 d'illettrés.

« France Nouvelle » du 26-8-50, page 8 : « La jeune république a reçu un triste héritage des anciens régimes, plus de 4 millions d'analphabètes ». Entre l'« Humanité » et « France Nouvelle », il y a 5.000.000 de différence.

« Regards » du 18 août 1950 : « Les jeunes ouvriers doués ont la possibilité de suivre des écoles techniques spéciales de deux ans, qui leur permettent de se spécialiser et d'accéder à la direction des usines et à d'autres postes responsables. Des centaines de telles écoles, ainsi que des instituts techniques et scientifiques supérieurs fonctionnent dans tout le pays. Plus de deux millions d'élèves étudiants les ont fréquentés l'an passé », par Jeanne Lévy, professeur à la faculté de Médecine.

L'« Humanité » du 28-8-50, par Constantinesco-Cossy. « Quelques chiffres suffiront à montrer les progrès gigantesques réalisés dans l'enseignement par rapport à 1938.

« 172.000 enfants d'âge préscolaire éduqués dans les écoles maternelles, par rapport à 76.000 en 1938; 15.166 écoles élémentaires par rapport à 11.000; 166.767 élèves dans l'enseignement moyen par rapport à 40.000; 149 facultés avec 48.615 étudiants par rapport à 41 facultés avec 24.000 étudiants. D'après les chiffres de contrôle du second semestre 1950, on constate que les cours des écoles professionnelles ont été suivis par 78.800 élèves ».

Si l'on compte l'enseignement moyen, les facultés et les écoles professionnelles, comme Jeanne Lévy dans « Regards » : Nous arrivons au total de 293.582 à soustraire de 2 millions, c'est-à-dire une différence de 1.706.418. Je crois que pour la question culturelle les chiffres se passent de commentaires.

On se demande ce qu'il faut le plus admirer dans cela, si c'est le mépris dans lequel les journalistes à gages traitent leurs lecteurs, ou la naïveté, pour ne pas dire plus, des lecteurs qui se repaissent de pareilles contradictions !

G.-V. NARBONNE.

SERVICE DE LIBRAIRIE

Nous avons choisi pour vous...

Aldous Huxley : « Jaune de chrome » (Roman), 375 fr. Franco R. 430 fr. — « Le plus sot animal » (Essais), 200 fr. Franco R. 255 fr. — « Députés mortels » (Nouvelles), 200 fr. Franco R. 255 fr.

Wood Kahler : « Le Nain gigantesque » (Roman), 260 fr. Franco R. 315 fr.

Alberto Moravia : « Agostino » (Roman), 115 fr. Franco R. 170 fr. — « La Belle Romaine » (Roman), 480 fr. Franco R. 550 fr.

Ann Pétry : « La Rue » (Roman), 350 fr. Franco R. 405 fr.

Jean Galtier-Boissière : « La Bonne Vie » (Roman), 240 fr. Franco R. 295 fr. — « Trois héros » (Roman), 240 fr. Franco R. 295 fr.

Alain Sergent : « Le Pain et les jeux » (Roman), 120 fr. Franco R. 175 fr. — « Je suivis ce mauvais garçon » (Roman), 150 fr. Franco R. 105 fr.

Honoré de Balzac : « Vautrin » (textes choisis par Jean-Louis Bory et précédés d'un essai : « Balzac et les ténérès »), 350 fr. Franco R. 420 fr.

Lautréamont : « Les Chants de Maldoror » et Œuvres complètes (précédées d'un essai de Julien Gracq : « Lautréamont toujours », 300 fr. Franco R. 355 fr.

Henri Poulaillé : « Ils étaient quatre... » (Roman), 210 fr. Franco R. 265 fr. — « Pain de soldat » (Roman), 450 fr. Franco R. 520 fr.

Ida Van de Leen : « La Hulotte » (Roman), 300 fr. Franco R. 355 fr.

Randolph Robban : « Si l'Allemagne avait vaincu » (Roman), 420 fr. — « Jules Margoline : « La Condition inhumaine » (Roman), 630 fr. Franco R. 700 fr.

Ernest Courderoy : « Jour d'exil » (3 volumes), 450 fr. Franco 575 fr.

Guglielmo Ferrero : « Le Militarisme et la société moderne », 150 fr. Franco 220 fr.

Un Proscrit : « L'Inévitable révolution », 150 fr. Franco 220 fr.

Elisée Reclus : « L'Evolution, la révolution et l'idéal anarchique », 150 fr. Franco 205 fr.

Charles Malato : « Les Joyeux de l'exil », 150 fr. Franco 220 fr. — « Révolution chrétienne et révolution sociale », 150 fr. Franco 220 fr.

Jean Grave : « Réformes, Révolution », 150 fr. Franco 220 fr. — « Terre libre », 150 fr. Franco 220 fr.

Aurèle Patroni : « La Grande Requête », 75 fr. Franco 130 fr.

Errico Malatesta : « Au café », 100 fr. Franco 155 fr.

Laurent Tailhade : « Quelques fantômes de jadis », 100 fr.

Abonnement. — 5 N^{os} : 175 francs. 10 N^{os} : 350 francs. Etienne Guillemau, 145, quai de Valmy C.C.P. 5072-44 Paris.

Camarades recherchent les numéros 1 et 4 d'Etudes Anarchistes. Adressez-les F. A. 145, quai de Valmy, Paris-10^e.

LES LIVRES

L'ABSURDE ET LE RÉEL

LES livres ont une valeur. Ce sont des documents, documents qu'il s'agit de comprendre et d'utiliser. Nous constatons qu'en 1950, l'interprétation de ces documents donne un résultat unique : les livres d'aujourd'hui semblent témoigner de l'existence d'une certaine « réalité » présente dans tous les domaines de la vie, « réalité » qui serait, aussi paradoxale que cela puisse paraître, ce que certains nomment l'« absurde ». Quelques œuvres récemment publiées en France, ne font que confirmer ce thème littéraire est loin d'être dépassé :

On connaît l'excellente « Vingt-cinquième heure » (1) que nous a donné Virgil Georgiu, et qui restera probablement comme l'un des livres marquants de notre époque. L'auteur, dans un réquisitoire terrifiant, s'acharne à prouver au Monde Moderne, écrasé et vaincu par le triple fleau du capital, de l'Etat et d'un machinisme outrancier, pris inéluctablement dans l'état des deux blocs, d'essence absolument identique, que maintenant, rien ne peut plus le sauver et que non seulement la dernière heure de l'homme est arrivée, mais qu'elle est déjà, dans l'éventualité d'une III^e guerre mondiale, dépassée... « La Belle Romaine » d'Alberto

Moravia (2), semblera rendre compte de bien d'autres préoccupations. Nous pensons, cependant, que ce récit de la vie d'une prostituée n'est, lui aussi, à sa manière, qu'un témoignage sur des aspects de l'« absurde ». Cette histoire où se mêlent le désespoir et l'amour d'une « fille de joie », la bestialité d'un assassin, la passion d'un prélet de police, le dégoût, le cynisme et la honte d'un jeune militant qui sera traître à son organisation, la pourriture, la mesquinerie et la lâcheté du riche, la vénalité, l'aliénation du pauvre, ne fait que refléter ce que les « bonnes âmes » s'acharnent à cacher, à savoir l'absurdité foncière du monde actuel. D'autres œuvres, d'ailleurs, du même auteur, confirment cette opinion. Les « Indifférents », par exemple, ou « Agostino » (3) relatant l'éternel et saisissant conflit des adolescents découvrant une sexualité, le plus souvent dépravée et ternie par les multiples hypocrisies sociales.

Une mention également pour le « Nain gigantesque » de l'Américain Wood Kahler (4), dont la traduction vient d'être publiée par la « Jeune Parque », et qui reste également très significatif. Wood Kahler a su dépasser très sobrement et avec une ironie désabusée entrelacée d'un érotisme discret, « les caractères, mo-

ralement, mentalement et physiquement déséquilibrés » de la haute société new-yorkaise, décrivant « le conflit, dans l'être de son « héros », entre sa vie intérieure rudimentaire et la poursuite d'ambitions sociales effrénées ».

Tous ces livres, avons-nous dit, sont des documents de valeur. Aussi n'irons-nous pas nier qu'en effet, il est jusqu'à un certain point légitime de postuler l'absurdité de l'univers. Cependant, du fait même que nous avons choisi de défendre certaines valeurs, qui n'ont d'ailleurs rien de métaphysique, nous ne pouvons pas souscrire à une généralisation de cette notion d'« absurde ». Il reste évident pour nous que le remède à l'absurde, c'est la compréhension de certains mécanismes biologiques, économiques, psychologiques ou sociaux.

Toujours est-il que ces livres nous aident à comprendre. Et il est indispensable de comprendre pour avoir des chances de vaincre. Vaincre quoi ? diront les sceptiques. Mais, répondrons-nous, précisément : « l'absurde ».

Charles DEVANÇON.

(1) Plon, éditeur, 390 fr. (445 francs). (2) 480 fr. (franco 550 fr.). (3) 115 fr. (franco 170 fr.). (4) 260 fr. (franco 315 fr.).

La F.A. et l'ACTION SYNDICALE

Les confusions, honnêtes ou intéressées, qui règnent ou que certains font régner à ce sujet nous contraignent périodiquement à faire le point. Qu'il soit bien entendu, d'abord, que la F. A. qui s'efforce de rassembler les militants anarchistes sur des bases communes à tous et cependant assez précises, ne pouvait se faire défenseur d'une doctrine extrême en ce domaine. Et entre ceux pour qui l'activité syndicale suffit à l'anarchisme et ceux qui nient son efficacité, il y avait place pour une attitude à la fois claire et nuancée. Nous essayons ici de la formuler en quelques points.

1° L'activité syndicale est la forme actuellement la plus connue, la plus pratiquée, de l'action ouvrière. Cependant, elle n'est pas toute l'action ouvrière et il faut tenir compte des grèves faites en dehors des syndicats (grèves « sauvages »), des comités de grève, des comités de chômeurs, etc...

L'activité syndicale — nous préférons ce terme à celui de syndicalisme, trop vague (1) — n'est donc qu'un aspect des luttes ouvrières.

2° Les luttes ouvrières elles-mêmes ne sont pas toute la vie sociale. Il y a à côté de l'action coopérative, l'agitation générale, l'éducation, les luttes des jeunes, des étudiants, des vieux, des paysans, etc...

L'anarchisme ne peut donc se limiter ni au syndicalisme, ni même aux luttes ouvrières.

Même, il ne peut laisser entendre qu'un anarchiste s'y intéresse forcément et au premier chef.

3° Le mouvement anarchiste, dans son ensemble, considère que les luttes ouvrières, en particulier sous leur forme « syndicaliste », bien que ne représentant pas toute l'action anarchiste de préparation et de pratique révolutionnaires, en est une partie importante, la plus importante souvent dans les pays industrialisés de notre époque.

En conséquence, une des principales tâches des anarchistes est d'être présents dans l'action syndicale, même si cette action est limitée ou décevante. Nous sommes ainsi fidèles à la célèbre « Lettre aux Anarchistes » de F. Pelloutier.

4° Les militants de la F. A. sont donc présents dans les syndicats comme ils sont présents dans tous les groupes, ou formations, spontanés ou permanents, où il leur est possible d'agir en anarchistes, de faire des anarchistes, de généraliser des comportements anarchistes, de faire connaître les idées communistes libertaires. Cela ne peut jamais signifier que celui qui se consacre d'abord à l'activité syndicale doit se désintéresser de l'organisation proprement anarchiste, la F. A. Au contraire, les anarchistes doivent être liés entre eux pour agir de façon concertée dans les syndicats afin d'y défendre des positions d'auto-organisation, d'antipolitisation. S'unir ne signifie pas forcément s'unir pour nuire à l'activité libre des syndicats, mais signifie pour nous, s'unir pour défendre et promouvoir honnêtement une action syndicale révolutionnaire (indépendante est un terme vague). Entendons nous bien : les anarchistes n'ont pas à renoncer à l'anarchisme dans les syndicats, ils doivent s'y conduire en anarchistes, donc sans manœuvres bureaucratiques, mais aussi sans maladresse ou goût du scandale, de telle sorte que leur action se fasse au profit de leurs idées. Le syndicalisme ne peut pas être neutre ; qu'il soit marqué idéologiquement dès le départ ou qu'il soit unitaire, il reflète l'esprit de ses animateurs. Il est politique et étatiste, ou antipolitique et anarchiste, il est de tendance réformiste ou d'inspiration révolutionnaire, et cela d'après ses animateurs et non d'après son étiquette.

L'activité des anarchistes dans l'action syndicale est donc, comme dans toutes les autres formes d'activité, une activité anarchiste, révolutionnaire. L'organisation anarchiste proprement dite est une nécessité.

5° Les anarchistes, liés entre eux, sachant bien que leur action se passe dans un syndicat nettement et ouvertement teinté d'anarchisme ou dans un syndicat unitaire où se retrouvent réformistes et révolutionnaires. L'important, c'est la présence et l'efficacité. C'est pourquoi la F. A. n'a pas voulu, dans une période de bouillonnement et de bouleversements, briser ses forces en se ralliant à une décision majoritaire en faveur de la C. N. T. ou au contraire d'une centrale plus largement ouverte : C.G.T., F.O., Autonomes. En faveur de sa position de « rassemblement », la F. A. possède encore cet argument : depuis l'existence de la C.G.T.S.R. après l'autre guerre, il n'a pas été possible de déterminer si l'activité dans une centrale anarchisante était plus profitable ou moins efficace que le travail de minorité dans une centrale unitaire. Au lieu du jeu stérile et puéril qui consiste à dire pour les uns : « Si vous étiez venus avec nous, nous aurions progressé », ce à quoi les autres répondent : « Si vous étiez restés avec nous, nous aurions gagné du terrain », la F. A. a préféré une coordination de ses militants, quelque soit le syndicat dans lequel ils préfèrent agir, compte tenu des possibilités dans telle profession ou telle localité.

La F. A., par sa Commission de Coordination syndicale et de lutte ouvrière, entend donc obtenir le meilleur rendement possible des militants agissant, en anarchistes, dans les divers syndicats.

Si elle se refuse de soutenir — inconditionnellement — une centrale ou une minorité, fût-ce la C.N.T., c'est qu'elle veut juger aux actes, non aux gestulations ou aux étiquettes. Elle a soutenu et popularisé la grève d'Almargues, menée par des militants de la C.N.T. agissant en anarchistes, elle a soutenu les luttes de chez Renault menées par des militants C.N.T. mais aussi C.G.T. agissant en anarchistes, elle a soutenu la grève de chez Bessonneau à Angers, menée par des militants F.O. ou C.N.T. agissant en anarchistes.

La F.A. se fait donc un devoir de signaler et de soutenir toutes les actions — et même les manifestes et programmes — des syndicats ou des minorités ayant une attitude révolutionnaire, actions et programmes inspirés par ses militants ou spontanément de tendance anarchiste. De même qu'elle tient à signaler ce qui lui paraît être des erreurs, des voies sans issues, des trahisons.

Bien entendu, dans la mesure où la C.N.T. (ou une minorité C.G.T., F.O., Autonome) est de principes et d'action beaucoup plus près de nos idées qu'une autre organisation, elle doit s'attendre à notre soutien effectif et notre page 4 lui est ouverte. Ses positions et son efficacité réelle commandent l'attitude de la F.A.

Peut-on être plus « régulier » ?

FONTAINE.

(1) Ce qui reste de partisans du syndicalisme « pur » qui suffit à tout et à constituer une doctrine ont éprouvé le besoin de passer, au prix du ridicule, et de forger le mot cocasse d'astatosyndicalisme !

A LA GARE MONTPARNASSE

Une "descente" de la Surveillance Générale...

A la fin du mois d'août et durant les premiers jours de septembre, la police de la S.N.C.F. qui s'apparente à s'y méprendre, à une sorte de Gestapo privée ou à un quelconque Ku-Klux-Klan, a entrepris une action de grande envergure contre les agents des guichets de la gare Montparnasse.

Des erreurs de caisse, variant entre 100 et 10.000 francs, furent relevées, ces temps derniers, dans la comptabilité de nombreux receveurs de la gare Montparnasse. Il va sans dire, pour les non initiés, qu'un receveur de Montparnasse, pendant la période des vacances surtout, encaisse plusieurs millions par mois. Les billets de chemins de fer sont imprimés au fur et à mesure de leur délivrance par une machine spéciale. Le receveur passe à la caisse principale le total de l'argent encaissé dans la journée, mais ne connaît pas le total du produit de la vente qui lui est communiqué quinze jours et même un mois plus tard. Si le receveur a versé 100 ou 1.000 fr. de trop, la S.N.C.F. les adopte et le receveur n'en entend plus jamais parler. Si, au contraire, celui-ci perçoit 1.000 fr. de moins, il doit immédiatement les prélever sur son salaire pour combler le déficit.

Ceci dit, pour montrer où sont les voleurs, revenons à nos moutons.

Devant les déficits de nombreux receveurs, les policiers de la Surveillance générale ouvrirent une enquête. Les receveurs furent appelés un à un dans les bureaux des flics de Vaugirard. Et, se montrant dignes de toutes les polices du monde, réussirent sans la menace et la contrainte à faire signer des « aveux » spontanés à certains receveurs. Alors qu'il faut être le roi des imbéciles pour prendre de l'argent dans sa propre caisse, sachant fort bien qu'il faut

dra combler le déficit, les flics n'en sont pas à une contradiction près ; pour eux, il s'agit de fabriquer des coupables pour justifier leur présence à la S.N.C.F.

Il paraît même que les deux policiers, Champigny et Martin, se montrèrent particulièrement arrogants et n'épargnèrent pas les menaces.

Les bureaux de la S.G. de Vaugirard avaient, ces temps derniers, quelque chose de commun avec les bureaux de la Gestapo d'Hitler pendant la guerre. Il arrive même quelquefois que les « passages à tabac » soient de rigueur comme dans toute police qui se respecte.

Et, cependant, la direction de la S.N.C.F. couvre de sa bienveillante autorité de tels agissements.

Où veut-on en venir ?

Les cheminots, surtout les receveurs, avec leurs 16 ou 17.000 francs par mois, font un travail ingrat. Et s'ils ont des déficits de quelques centaines de francs, ce n'est rien en comparaison des milliards que les dirigeants de la S.N.C.F. jettent dans la colonne « déficit » du budget des chemins de fer. Nous n'avons cependant jamais eu à notre connaissance que M. Lemaire ou M. Porchez ait eu quelques démêlés avec la police.

Aussi les cheminots doivent prendre conscience du danger. Dans tous les syndicats, ils doivent demander la suppression des policiers au chemin de fer.

Les hommes qui font le métier honteux de flics à la S.N.C.F. n'ont pas non plus leur place dans les syndicats. Déjà des camarades délégués se refusent d'intervenir de quelque façon que ce soit en faveur d'un flic. Nous pensons qu'avant peu tous les délégués

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

L'ÉCOLE MODERNE

et la réforme de l'enseignement

Les anarchistes ne croient pas du tout à la réforme de l'Enseignement du fait suffisant qu'elle est pour le régime une menace ruineuse. Toutefois elle n'est une menace que dans la mesure où elle s'accompagne d'une orientation nouvelle, généralisée et triomphante des méthodes d'éducation. Si donc, contre toute vraisemblance, nous accordons au projet, dans le cadre du régime politique actuel, une possibilité de réalisation intégrale, sans réforme parallèle de la pédagogie, un danger subsiste : la transmutation de sang à laquelle songeait l'ancien ministre peut tout aussi bien s'opérer par le projet des instituteurs, et contrairement à leurs prévisions.

L'influence du milieu n'est plus démontrée. Nous savons qu'à des exceptions près, les élites issues du peuple finissent tôt ou tard par oublier, renier ou trahir leur milieu d'origine.

Les mêmes causes, dans les mêmes conditions expérimentales, produisent les mêmes effets. Si rien n'est changé de l'ordre actuel des choses, si la volonté spirituelle d'éducation ne se traduit, en fait, que par un perfectionnement de forme organique, il n'y a aucune raison d'entrevoir une transformation des conséquences. A une seule sélection, plus poussée, des valeurs populaires, correspondrait, pour nous, une saignée plus profonde, et plus préjudiciable aux intérêts de ceux que nous prétendons défendre, élever, libérer. Que gagneraient-ils au renforcement d'une technocratie et d'une bureaucratie qui se révèlent de plus en plus comme de puissants moyens de domination ?

La seule mesure possible, capable de réduire peu à peu la désertion spirituelle, est la réforme de l'homme en puissance. Elle consiste, à l'école et hors de l'école, à délivrer l'âme de l'enfant des contraintes qui la brisent et l'amènent à soumission future. Il faudrait une rénovation de la pédagogie capable de donner à l'individu sortant de l'adolescence, à défaut d'une conscience de classe — une conscience d'homme ; et à défaut d'un état d'homme libre, une conscience d'homme libre.

Le sujet est plus beau que la réforme de l'Enseignement. Les camarades instituteurs qui pratiquent les méthodes dites d'éducation moderne — et non nouvelle — savent que la voie est tracée. Les méthodes pratiquées, enrichies, perfectionnées et vulgarisées par Freinet notamment, sont un commencement et un espoir. J'en ai donné antérieurement une courte analyse, et je ne peux y revenir. Je peux toutefois réaffirmer

qu'il ne s'agit nullement d'une éducation formaliste, conventionnelle, mais antiscientifique et promaturiste. Qu'il s'agit encore moins d'une éducation tendancieuse, « blanquiste », disait Albert Thierry, destinée à semer le doute et le trouble dans la conscience ; mais bien au contraire d'une éducation positive, basée à la fois sur les possibilités individuelles et diverses de l'enfance — physiologie, psychologie, vie physique, mentale et affective — et sur ses possibilités de réactions au contact du milieu social incomparable constitué par son propre monde (1). Dans la conduite d'une telle opération, destinée à mieux révéler l'enfant à lui-même, et par la preuve — l'expérience propre — il va de soi qu'épanouissement de la personnalité et respect de cette même personnalité vont de pair.

L'élan est donné, et déjà, quelques années après avoir défoncé le mur du silence, il a pris de telles proportions, son rayonnement est tel, qu'il risque fort une dégénérescence. C'est l'écueil fatal que rencontre tout mouvement en pleine ascension, qui perd d'autant plus de sa pureté initiale que le développement est rapide.

Les instituteurs malgré leurs efforts — les instituteurs d'élite malgré leur talent — savent que leur œuvre est détruite partiellement en échoquant sur deux écueils bien connus : l'Eglise et la famille.

Face à l'Eglise, l'instituteur est désarmé et réduit à se serrer les poings d'impuissance. Car il ne peut, ni ne doit, aussi bien en conscience que devant la loi, contre-attaquer les enseignements du Clergé sur le terrain scolaire. L'enfant appartient à lui-même et il ne saurait être l'objet d'une mainmise, d'un rapt. Le cerveau de l'enfant est sacré. Si le prêtre fait profession de la violence à long terme de messe, de catéchisme, de sacrements et autres mœuvres, l'instituteur, lui, s'est donné pour mission de le respecter. Pour ne pas y faillir il s'interdit d'employer le moins du monde les procédés d'abus de confiance chers à l'adversaire. C'est pénible, révoltant peut-être, mais c'est comme ça.

Le milieu familial n'a pas du

tout le caractère oppositional systématique du milieu clérical. L'obstacle qu'il constitue généralement étant en partie le fait de l'ignorance et non de l'hostilité, il n'est pas irréductible en matière d'éducation.

Un autre point important concerne donc les relations entre personnel enseignant et population adulte.

D'aucuns se plaignent que les instituteurs syndiqués soient, du fait de leur autonomie, « coupés des masses travailleuses ». C'est inexact. C'est voir la question sous l'angle habituel, traditionnel, et par conséquent manquer de largeur de vue. Là encore, c'est oublier — ou ignorer — que le syndicalisme est vain s'il ne consiste qu'en action revendicative matérielle, dite du porte-monnaie, s'il n'est pas solidement étayé par « le sens du métier ». Le syndicalisme joue sur le plan professionnel entier. Les masses populaires, pour les instituteurs, sont constituées moins par les syndicats de gens de métiers que par les ouvriers, cultivateurs, techniciens, employés, fonctionnaires ou agents, et autres travailleurs, syndiqués ou non, salariés ou non, qui ont des enfants à l'école publique.

Les organismes de contact sont tout trouvés : ce sont les associations de parents d'élèves.

Adoptés et développés pour la défense laïque sous l'impulsion de la Ligue de l'Enseignement, ces organismes doivent dépasser ce but et rendre de grands services à la pédagogie nouvelle. Cette possibilité grandit à mesure que le pédagogue abandonne la docte rigidité classique, impropre aux rapports familiaux, confiants, fructueux. C'est que le maître primaire, l'instituteur, dispensateur de savoir, omniscient au petit pied, engoncé dans son infallibilité, a commencé à faire place largement à l'éducateur, le guide, plus chercheur que détenteur de vérité, soucieux de consulter plus l'âme de l'enfant que l'Encyclopédie. Ce nouveau comportement facilite les rapports. Le seul fait, pour le père et la mère d'être pris en considération pour une tâche qu'on croyait réservée, à un corps spécialisé, les

prédispose en faveur du maître et de son enseignement, et c'est juste. Peu à peu, se fera l'éducation des parents, destinée d'abord à ne pas contrarier, même involontairement, la tâche du maître, et ensuite à coordonner les éducations scolaires et familiales.

Est-il besoin d'insister sur la nécessité d'une telle entreprise, sans laquelle les meilleures intentions et les plus beaux efforts n'auraient qu'une portée très insuffisante ?

Pour conclure, disons que la réforme de l'Enseignement, doublée d'une réforme de la pédagogie, elle-même appuyée par la plus grande partie de la population, dénote une clarté de vue assez remarquable de la part des primaires de l'enseignement. Car ce sont là des préoccupations prérévolutionnaires.

Ajoutons que si, du plan d'élaboration de la Réforme, nous retirons les quelques organismes parasitaires ou d'opposition fonctionnelle, nous obtenons un plan-type de structure fédéraliste économique, que les anarchistes ne sauraient désavouer.

De même les associations de parents d'élèves — représentées au Congrès des instituteurs — préfigurent incontestablement et légitimement les syndicats d'usagers d'un éminent service public — en attendant que l'enfant soit reconnu comme le véritable usager, et il en est déjà tenu compte dans certaines classes.

On peut dire qu'éventuellement, de tous les services publics, celui de l'enseignement apparaît le mieux préparé à fonctionner par ses propres moyens. Dans le cas d'une grève générale gestionnaire, les instituteurs syndiqués ne sont pas seulement prêts à prendre à leur compte l'éducation populaire ils en sont capables.

Et ça aussi, c'est encourageant.

K. DUVAL.

(FIN)

N.B. — Voir le « Libertaire » à partir du N° 236.

(1) On peut lire avec profit le remarquable Essai de Psychologie sensible, de C. Freinet.

A PROPOS DES DOCKERS DE NICE

UNE MESURE POUR RIEN...

DEPUIS quelques temps, les dockers du port de Nice refusent de décharger l'huile, parce qu'ils n'ont pu obtenir une prime réclamée pour la manutention de ce produit. Les événements se sont gâtés entre ouvriers et exploitateurs, et l'ingénieur des P. et C. a décidé d'enlever la carte professionnelle à 15 dockers. Cette décision a provoqué un commencement de grève totale. Par des accords qui n'ont pas eu de suite, les ouvriers du port ont été bernés une fois de plus, et le déchargement des navires terminé ils se retrouvent comme avant.

Rien de ces faits ne saurait nous surprendre. D'abord, pourquoi cette carte professionnelle a-t-elle été acceptée ? C'est en 1938 après l'incendie du « Paris » au Havre (ce vieux paquebot qu'il fallait remplacer... et qui a ainsi gagné sa prime d'assurance) que la carte a été imposée sur les ports par le patronat et les services publics « contre les espions et les saboteurs ». Si les syndicats s'y sont opposés, jusqu'en septembre 39, la guerre l'a rendu obligatoire et nos politiciens « syndicaux » l'ont conservée à leur retour.

A noter que cette fois comme toujours en pareil cas, la position des anarchistes reste seule efficace. Si nos camarades du port de Nice avaient déclenché la grève générale immédiatement, ils auraient obtenu satisfaction depuis longtemps. Le refus de décharger l'huile... que Marseille décharge, l'acceptation d'assurer le départ du bateau de Corse, les mettent dans une position négative. Ils voient aujourd'hui tous les bateaux libérés de leur chargement prendre la mer, alors qu'eux n'ont rien obtenu. Comme le précise le journal réactionnaire « Nice-Matin » : « Aucun navire apportant un gros tonnage n'étant attendu pour aujourd'hui, la question d'une grève générale ne se pose pas pour l'immédiat ».

La faute est imputable en grande partie aux politiciens, qui, à force de grèves stériles fatiguent la classe ouvrière et contrôlent son action au point de la freiner, mais les politiciens n'ont la possibilité d'imposer leur activité nocive qu'autant que les ouvriers ne réagissent pas.

Aux dockers de Nice, à tous les ou-

vriers nous disons : action directe immédiate, chaque fois qu'un différend s'élève entre nous et nos exploitateurs.

Nous ne cessons de démontrer dans ce journal les tares de cette société, où l'exploitation étant la loi fondamentale, il est impossible de réaliser une amélioration quelconque. Nous ne nous lassons pas de dénoncer tous les faits significatifs de cette monstruosité qu'ils appellent « l'ordre », et que l'Etat et ses profiteurs nous imposent à coups de croixes et de matraques de leurs mercenaires.

Nous pensons que la tendance qui se manifeste vers une refonte syndicale est sympathique, et nous aiderons au regroupement de toute notre volonté, mais il est indispensable de reprendre dès maintenant la lutte sociale par la réalisation. Développement des organismes coopératifs de consommateurs et même de producteurs là où c'est possible. Education des ouvriers in-

conscients de leur force. Lutte pour la Paix par la Révolution Sociale, seul moyen d'assurer l'avenir des jeunes générations. Lutte contre tous les mots d'ordre démagogiques et présentation d'un plan de lutte dans tous les domaines, mais politique et par l'action directe. Tout regroupement qui ne tiendrait pas compte du but révolutionnaire du Syndicalisme serait parfaitement inutile, et risquerait de devenir rapidement une nouvelle cause de déception pour la classe ouvrière, qui perdrait cette fois toute confiance dans la valeur du Syndicat, la seule arme actuelle entre ses mains.

Roger-A. PAON.

N.B. — A Nice, les dockers qui étaient en grève depuis le 25 août ont repris le travail hier matin après avoir obtenu des patrons accablés la « prime de salissure » qu'ils exigeaient pour la manipulation des fûts d'huile.

UN COMMUNIQUÉ du Syndicat autonome des Métaux

La Fédération des Syndicats Autonomes des Métaux publie une résolution dans laquelle il est dit notamment :

« La Fédération des Syndicats Autonomes des Métaux, fidèle à la tradition ouvrière française, déclare son attachement profond à la Paix.

« Elle dénonce l'attitude partisane des responsables de grandes Centrales Syndicales qui trahissent les aspirations des travailleurs en soutenant les idéologies des blocs antagonistes, selon leurs préférences politiques.

« Les travailleurs ne peu-

vent pas s'associer avec l'un des blocs contre l'autre ; ils ne peuvent que s'unir avec les travailleurs du monde entier pour la Paix.

« Les faux apôtres de la Paix, en se faisant les apologistes de l'un ou de l'autre bloc, ont en fait déjà choisi la guerre. Ils acceptent, au nom d'une liberté éphémère pour les travailleurs, des conditions inhumaines d'existence.

« Ce que veulent les travailleurs, c'est l'amélioration constante de leur condition de vie, ce que ni les régimes totalitaires, ni les régimes capitalistes ne peuvent leur apporter... »